

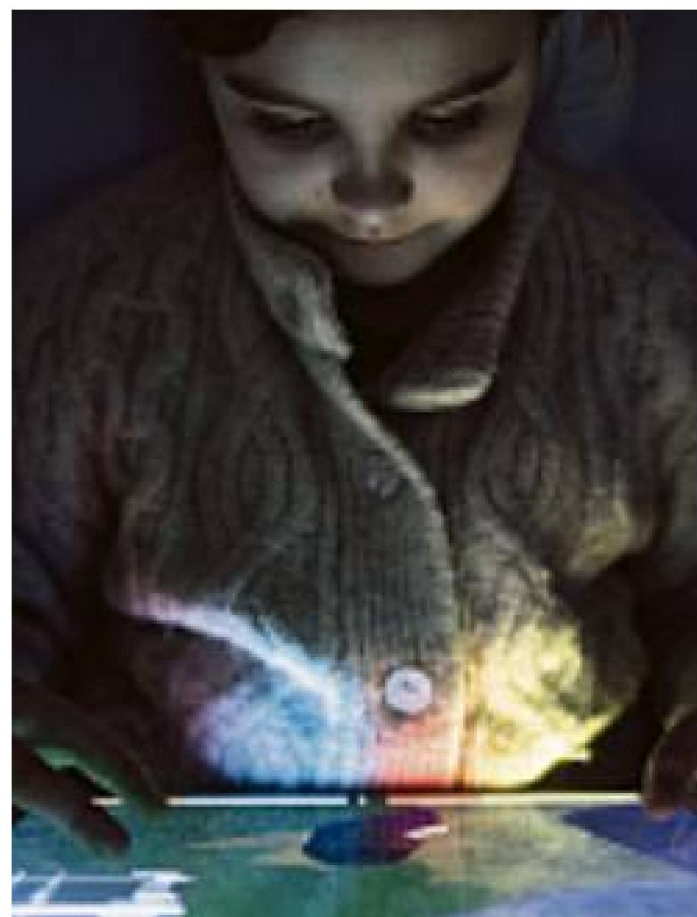
TÉLÉCOMS

La bataille de la 6G a commencé entre États-Unis, ses alliés occidentaux, et Chine

Le pays de l'Oncle Sam a été à l'initiative d'une déclaration signée par plusieurs pays occidentaux, dont la France, visant à poser les bases du développement et de la standardisation de la prochaine génération de communication mobile. Mais la Chine, patrie des équipementiers Huawei et ZTE, manque à l'appel.

Le développement de la 6G va-t-il faire l'objet d'une nouvelle bataille entre les États-Unis et ses alliés européens d'un côté, et la Chine de l'autre ? C'est bien possible. Dans un communiqué publié le 29 février, en plein salon du mobile de Barcelone, le ministère de l'Économie et des Finances a indiqué que *"la France et ses partenaires internationaux"* ont signé une déclaration conjointe visant à *"établir des principes communs autour du développement de la 6G"*. Avec un objectif : poser les bases d'*"un cadre international de standardisation"* pour cette technologie, dont l'arrivée est prévue en 2030, et garantir que ce *"réseau du futur"* soit *"sécurisé, innovant et résilient"*. Cette déclaration a été signée par tous les pays qui comptent dans le secteur des télécoms. Il y

a le monde anglo-saxon : États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Canada. Sur le Vieux Continent, les signataires sont la France, la Finlande (pays de l'équipementier Nokia), la Suède (patrie de son rival Ericsson) et la République tchèque. En Asie, on retrouve la Corée du Sud et le Japon. Mais la Chine, qui est pourtant un poids lourd mondial des télécoms, manque à l'appel. Difficile, pourtant, d'envisager développer la 6G sans l'Empire du Milieu... Ses industriels sont aujourd'hui en pointe dans les télécoms. Le géant Huawei est toujours considéré comme l'équipementier le



L'arrivée de cette toute nouvelle technologie est prévue en 2030.

/PHOTO ILLUSTRATION LP

plus avancé dans la 5G. Quant à son rival ZTE, celui-ci reste un cadavre du secteur.

"Vision occidentale de la 6G"

Comment expliquer, alors, que Pékin ne se joigne pas à cette initiative ? Interrogé par *La Tribune*, Bercy précise que ce sont les États-Unis qui ont, en réalité, été *"à l'initiative"* et *"moteur"* de la présente déclaration. Il est donc probable que Washington, en pleine bataille avec Pékin concernant le développement de la 5G, n'a pas souhaité l'associer à ce projet. Sous ce prisme, on peut même franchement penser que cette *"déclaration commune"* relève d'une stratégie des États-Unis et d'une partie de l'Occident visant à imposer ses vues à la Chine en matière de 6G.

Quoi qu'il en soit, cette initiative se situe dans le sillage de l'actuelle et féroce bataille concernant la 5G. Cela fait des années que les États-Unis, inquiets pour leur leadership technologique, font leur possible pour mettre des bâtons dans les roues de Huawei. Le pays de l'Oncle Sam accuse le groupe chinois d'espionnage pour le compte de Pékin. En 2019, il lui a interdit de s'approvisionner en technologies américaines après l'avoir chassé du marché américain. Depuis, Washington ne ménage pas ses efforts pour encourager l'Europe à l'imiter.

Huawei et la Chine ne sont pas nommément cités dans la présente déclaration. Mais il est difficile de ne pas y penser... On notera, par exemple, que tous les signataires - à l'exception de la Finlande et de la Corée du Sud - ont décidé de bannir ou de limiter l'influence de Huawei dans leurs réseaux. On notera aussi que l'Allemagne, dont les opérateurs utilisent énormément d'équipements chinois, n'a pas paraphé le document. On notera encore la forte préoccupation de cette déclaration pour la *"sécurité"* et la *"sûreté"* des réseaux 6G...

Cette déclaration ressemble, finalement, à une extension d'un accord de coopération sur la 6G signé le 2 juin dernier entre les États-Unis et la Finlande. À cette occasion, Pekka Haavisto, le ministre finlandais des Affaires étrangères, n'a pas hésité à critiquer l'Empire du Milieu. *"La Chine est un partenaire commercial important tant pour les États-Unis que pour la Finlande, mais nous avons été témoins de ces dépendances négatives, en particulier tout au long de la crise du coronavirus"*, a-t-il déclaré dans un entretien au quotidien *Helsingin Sanomat*. Avant de plaider pour un écosystème 6G *"démocratique, transparent et respectueux des droits de l'homme"*.

Pierre MANIÈRE

pmaniere@latribune.fr